

Madagascar, urgence énergétique : la guerre comme écran, la dépendance comme système



L'urgence qui tombe à point nommé

Le 7 avril 2026, le Conseil des ministres malgache a décrété un état d'urgence énergétique de quinze jours sur l'ensemble du territoire. Le gouvernement explique que les perturbations d'approvisionnement provoquées par la guerre au Moyen-Orient ont plongé le pays dans une crise suffisamment grave pour menacer l'accès à l'énergie et la continuité des services publics. Dans l'absolu, l'argument est recevable. Le choc régional existe. Les cours pétroliers ont fortement réagi et plusieurs pays africains ont commencé à ajuster leurs prix, à rationner ou à préparer des mesures de sobriété. Mais, dans le cas malgache, cette explication n'éclaire qu'une partie du paysage. Elle décrit l'étincelle. Elle ne dit rien, ou presque, de la matière déjà sèche sur laquelle cette étincelle est tombée¹.

Une crise plus ancienne que l'événement géopolitique

Car Madagascar n'a pas découvert sa fragilité énergétique le 7 avril. Bien avant le décret d'urgence, les signes de tension étaient déjà là. Le 17 mars, l'Office malgache des hydrocarbures signalait des difficultés d'approvisionnement en SP95 à Antananarivo et à Toamasina. Le 5 avril, l'OMH publiait encore des prix à la pompe inchangés pour avril, alors même que le Brent affiché sur son site avait bondi à 141,37 dollars le baril le 2 avril. Dans le même temps, la JIRAMA continuait de publier des prévisions de coupures pour la période du

¹ <https://www.reuters.com/business/energy/madagascar-declares-state-emergency-over-energy-situation-due-iran-war-2026-04-07/>

3 au 9 avril. Autrement dit, avant même que l'État ne proclame l'urgence, le pays vivait déjà dans une économie de pénurie, de délestage et de tension logistique².

La dépendance n'est pas un accident, c'est une structure

Pour comprendre la séquence actuelle, il faut sortir du réflexe événementiel et revenir à l'architecture du problème. Les analyses de fond sur Madagascar l'ont montré depuis longtemps, la crise énergétique n'est pas un dysfonctionnement isolé. Elle est l'un des lieux où se lit le plus clairement la dépendance du pays. Le FMI rappelle que seuls 36% des Malgaches ont accès à l'électricité. La même institution décrit une JIRAMA marquée par une production inefficace, des pertes élevées sur le réseau et des tarifs inférieurs aux coûts de recouvrement. Elle souligne aussi que l'électricité constitue le deuxième frein à la compétitivité des entreprises dans le pays et que les déséquilibres du secteur pèsent directement sur les finances publiques. Dans ces conditions, le vrai sujet n'est pas seulement le prix du pétrole ou le retard d'une cargaison. Le vrai sujet est un système énergétique trop fragile pour absorber la moindre secousse externe sans basculer dans l'urgence nationale³.

La JIRAMA, miroir d'un État qui compense sans transformer

La JIRAMA se retrouve au centre de cette séquence non parce qu'elle serait le problème unique, mais parce qu'elle concentre les contradictions du système. Une entreprise publique chargée d'un service vital, dépendante d'intrants coûteux, insuffisamment assainie, prise entre impératif social, contrainte budgétaire et urgence technique, finit par devenir le miroir fidèle d'un État qui compense sans transformer. Le FMI insiste d'ailleurs sur la nécessité d'exécuter un véritable plan de redressement de la société, précisément parce que ses difficultés freinent la croissance, absorbent des ressources publiques et limitent l'investissement dans d'autres secteurs prioritaires. À cela s'ajoute la persistance des coupures, qui ne sont plus perçues comme une anomalie temporaire, mais comme un élément presque ordinaire de la vie économique. Le danger politique commence toujours là, lorsque l'exception devient habitude et que l'habitude finit par produire une forme d'acceptation résignée⁴.

Le carburant cher, les prix gelés, le budget sous pression

La guerre au Moyen-Orient a bel et bien aggravé la situation. Il serait artificiel de prétendre le contraire. Madagascar est fortement dépendant de carburants importés et se retrouve donc exposé à tout choc régional touchant les flux, les coûts de transport et les prix de référence. Mais l'autre donnée essentielle de la séquence est interne : l'État a choisi de maintenir les prix à la pompe en avril au même niveau qu'en mars, avec un SP95 à 4 900 ariary le litre, un gasoil à 4 660 ariary et un pétrole lampant à 3 510 ariary. Dans le même temps, 24/24 MG rapportait le 8 avril que, selon le ministère de l'Énergie, le seul prix FOB du gasoil atteignait déjà environ 6 000 ariary par litre, avant même d'ajouter le fret, les coûts portuaires, le stockage et la

² <https://www.omh.mg/>

³ <https://www.imf.org/-/media/files/publications/selected-issues-papers/2025/english/sipea2025026.pdf>

⁴ <https://www.imf.org/en/publications/selected-issues-papers/issues/2025/03/31/the-electricity-sector-and-jirama-republic-of-madagascar-565708>

distribution. Ce décalage entre prix réel et prix affiché ne relève pas seulement de la communication. Il ouvre une tension budgétaire, sociale et politique majeure⁵.

Le récit gouvernemental, ou le déplacement du centre de gravité

C'est ici que la lecture politique devient indispensable. Les sources disponibles ne permettent pas d'affirmer sérieusement que l'État invente le choc extérieur. En revanche, elles montrent qu'il a très rapidement choisi d'en faire la clé principale du récit public. Le 2 avril, soit cinq jours avant l'état d'urgence, une réunion interministérielle se tenait déjà à Ambohidahy pour examiner les impacts de la guerre au Moyen-Orient sur l'économie nationale. Les autorités évoquaient les produits de première nécessité, les échanges commerciaux et les prix des carburants. Le séquençage est révélateur. Avant même le décret, le langage politique de la crise était déjà en place. Ce n'est pas anodin. Cela signifie que l'exécutif ne se contente pas de gérer une tension énergétique. Il organise aussi une hiérarchie des responsabilités. Le conflit régional est mis au premier plan, au moment précis où les fragilités internes deviennent impossibles à minimiser.

Le point de bascule

Le point de bascule se situe exactement là. Madagascar ne traverse plus seulement une crise énergétique. Il entre dans une crise de l'imputation. Tant que les délestages, les pénuries ponctuelles et la tension sur les approvisionnements pouvaient être lus comme les symptômes familiers d'un secteur mal géré, la crise restait technique, presque administrative. À partir du moment où le pouvoir l'inscrit dans la guerre au Moyen-Orient, elle change de nature. Elle devient une crise politique du récit. Qui doit répondre de la panne, le conflit international ou l'architecture nationale de dépendance qui transforme chaque secousse du monde en urgence intérieure ? Ce glissement est décisif. S'il s'impose dans l'opinion, alors la réforme de fond peut encore être différée. Si, au contraire, la société requalifie la séquence comme l'exposition brutale d'une vulnérabilité ancienne, alors l'État ne peut plus se contenter d'administrer l'urgence. Il doit répondre du système lui-même⁶.

Une logistique de crise qui dit l'ampleur de la fragilité

Les jours qui ont suivi confirment le caractère systémique de la séquence. Reuters a rapporté que des médias locaux faisaient état de pénuries de carburant à travers le pays. Le 9 avril, 24/24 MG expliquait que Madagascar devait recevoir trois cargaisons majeures de produits pétroliers entre le 13 avril et le 31 mai, soit en quarante-huit jours, alors que le rythme normal tourne autour d'une livraison par mois. Une telle accélération ne décrit pas la simple adaptation d'un marché. Elle dit l'entrée dans une logistique de crise. Lorsqu'un pays doit comprimer ainsi ses délais d'approvisionnement pour éviter la rupture, il ne gère plus une turbulence ordinaire. Il tente d'empêcher que sa vulnérabilité énergétique ne se transforme en paralysie économique, administrative et sociale. La question n'est donc plus seulement celle de l'électricité. Elle

⁵ <https://www.reuters.com/business/energy/madagascar-declares-state-emergency-over-energy-situation-due-iran-war-2026-04-07/>
<https://24/24 MG.mg/>

⁶ <https://www.reuters.com/business/energy/madagascar-declares-state-emergency-over-energy-situation-due-iran-war-2026-04-07/>

devient celle de la capacité de l'État à continuer de fonctionner normalement lorsque l'environnement extérieur se dégrade⁷.

Ce que la situation devient

La formule la plus juste n'est donc ni celle du prétexte absolu, ni celle de la fatalité géopolitique. La guerre au Moyen-Orient agit comme un accélérateur réel. Mais elle sert aussi d'écran commode. Elle permet de présenter la crise comme une épreuve venue d'ailleurs au moment même où les causes structurelles de la vulnérabilité deviennent les plus visibles. En reprenant la grille de lecture déjà portée par Diapason, on peut dire que Madagascar ne fait pas face à une simple panne. Il fait face à une normalisation de la dépendance. Le pays s'habitue à vivre sous tension énergétique, puis à interpréter cette tension à partir de chocs extérieurs successifs, au lieu de traiter la matrice interne qui rend ces chocs si dévastateurs. Le risque politique est immense. Car à force de gouverner par l'urgence, l'État finit par déplacer le débat de la réforme vers la gestion de crise, puis de la gestion de crise vers la justification de crise. La séquence d'avril 2026 révèle ainsi beaucoup plus qu'un problème de carburant ou de centrales. Elle révèle un seuil. Celui d'un pays qui doit choisir entre continuer à nommer l'onde de choc, ou regarder enfin la structure qui la transforme en panne générale⁸.

Sources / Traçabilité

Cet article repose d'abord sur des sources primaires ou de premier rang. Le décret d'urgence énergétique du 7 avril 2026 et son cadrage officiel ont été rapportés par Reuters. L'OMH documente à la fois les tensions d'approvisionnement du 17 mars 2026 et les prix affichés au 5 avril 2026. La JIRAMA publie les prévisions de coupures du 3 au 9 avril 2026. Le FMI fournit le diagnostic structurel sur l'accès à l'électricité, l'inefficience de la JIRAMA, le coût économique de la crise du secteur, ainsi que la ligne de réforme sur le mécanisme automatique de fixation des prix et la réduction de la dépendance aux combustibles fossiles. Enfin, 24/24 MG permet de recouper la chronologie politique du 2 avril, le maintien des prix en avril, le niveau du prix FOB du gasoil et l'accélération annoncée du calendrier des cargaisons.

Rédaction - Diapason

⁷ <https://www.reuters.com/business/energy/madagascar-declares-state-emergency-over-energy-situation-due-iran-war-2026-04-07/>

⁸ <https://www.reuters.com/business/energy/madagascar-declares-state-emergency-over-energy-situation-due-iran-war-2026-04-07/>